

Examen des sondages d'opinion publique sur le bénévolat

Rapport final

Le 28 février 2001

**Winston Husbands
A.-J. McKechnie
Fleur Leslie**



Canadian Centre for Philanthropy™

Le Centre canadien de philanthropie MC

Examen des sondages d'opinion publique sur le bénévolat

Rapport final

Le 28 février 2001

**Winston Husbands
A.-J. McKechnie
Fleur Leslie**

Le Centre canadien de philanthropie
425, avenue University, bureau 700
Toronto (Ontario) M5G 1T6
Téléphone : (416) 597-2293, Télécopieur : (416) 597-2294

www.ccp.ca

www.nonprofitscan.org

www.nsgvp.org

Table des matières

Table des matières.....	1
Sommaire	2
Introduction.....	3
Méthodologie.....	3
Champ d'application des sondages réalisés.....	5
La recherche	5
Opinion publique à l'égard des organismes bénévoles.....	6
Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation.....	6
Étude réalisée par Elos intitulée <i>Repenser le gouvernement</i>	6
Opinion publique à l'égard des organismes de bienfaisance	7
Muttart – Étude du CCP sur l'opinion publique	7
CCP – Étude d'Angus Reid auprès de groupes de discussion.....	8
Sondage de 1997 effectué par Angus Reid	9
Sondage de 1987 effectué par Décima.....	9
Étude réalisée au Québec	10
Étude coopérative pour le consortium d'organismes de bienfaisance dans le domaine de la santé (1998)	10
Tableau 1. Résumé thématique de l'opinion des Canadiens et Canadiennes sur les organismes bénévoles et les organismes de bienfaisance.....	11
Références annotées	15
Références	24
Annexe A	
Sommaire des recherches Internet et des recherches bibliographiques effectuées dans le cadre de l'examen du Rapport sur le sondage d'opinion publique	26
Annexe B.....	28
Tableau 2. Ministères et organismes gouvernementaux	29
Tableau 3. Organismes et fondations bénévoles	33
Annexe C Sondage d'opinion publique	37

Sommaire

Du 6 au 28 février 2001, le Centre canadien de philanthropie a effectué un examen des sondages d'opinion publique sur le bénévolat, à la demande de la Table conjointe sur la sensibilisation, qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative du secteur bénévole. La Table conjointe sur la sensibilisation s'est donné pour mandat de voir à ce que les divers destinataires, soit les chefs de file communautaires, les entreprises, les médias, le gouvernement, les jeunes, les Canadiens et Canadiennes et les intervenants du secteur bénévole saisissent l'importance du rôle essentiel que joue le secteur bénévole pour offrir aux Canadiens et Canadiennes une société saine et garantissant une grande qualité de vie, ce qui, en retour, incitera la population à s'investir dans la vie communautaire. Cependant, avant de choisir la méthodologie qui servira à mieux faire connaître le secteur, il est important de comprendre dans quelle mesure le grand public est sensibilisé au secteur bénévole.

L'examen est fondé sur des recherches bibliographiques des sondages disponibles dans l'ensemble du pays et sur des entrevues menées auprès d'organismes bénévoles et de ministères fédéraux et provinciaux, entrevues qui avaient pour but de se renseigner sur les sondages d'opinion publique déjà entrepris ou qui seront entrepris dans un avenir rapproché.

Les résultats obtenus grâce à l'examen effectué par le Centre révèlent que peu de sondages d'opinion publique sur le bénévolat ont été effectués au Canada. En effet, le Centre n'a relevé que huit études qui avaient pour objet de sonder l'opinion publique en profondeur et un nombre restreint de rapports et de publications secondaires qui ne font qu'effleurer l'opinion publique ou qui s'inspirent de l'une des huit études approfondies abordées dans le cadre du présent rapport.

Selon les sondages d'opinion publique sur le bénévolat qui ont été effectués, les Canadiens et Canadiennes en général voient d'un œil favorable le travail, l'importance et la contribution du secteur bénévole dans la société canadienne. Toutefois, ils ne veulent pas que les services et les programmes mis en œuvre par le secteur bénévole remplacent les programmes et services offerts par l'État. Enfin, il ressort des sondages que les Canadiens et Canadiennes accordent une grande confiance aux organismes bénévoles et aux organismes de bienfaisance, bien qu'ils expriment certaines craintes sur la façon dont ces organismes recueillent des dons et sur la façon dont ces montants sont utilisés et gérés.

Introduction

Le présent rapport contient les résultats de l'examen des sondages d'opinion publique sur le bénévolat effectué par le Centre canadien de philanthropie pour le compte de la Table conjointe sur la sensibilisation de l'Initiative du secteur bénévole. La Table conjointe sur la sensibilisation a été chargée de voir à ce que les divers destinataires, soit les chefs de file communautaires, les entreprises, les médias, le gouvernement, les jeunes, les Canadiens et Canadiennes et les intervenants du secteur bénévole, saisissent l'importance du rôle crucial que joue le secteur bénévole pour garantir aux Canadiens et Canadiennes une société saine offrant une grande qualité de vie, ce qui, en retour, amènera la population à s'investir dans la vie communautaire. Cependant, avant de choisir la méthodologie qui servira à mieux faire connaître le secteur, il est important de comprendre dans quelle mesure le grand public est sensibilisé au secteur bénévole.

L'examen s'échelonnait sur une période de trois semaines, soit du 6 février au 28 février 2001, et comprenait les étapes suivantes :

1. effectuer un examen des sondages d'opinion publique effectués dans l'ensemble du Canada, y compris les sondages menés au Québec;
2. relever les organismes qui effectuent actuellement des sondages d'opinion publique ou qui prévoient le faire dans un avenir rapproché;
3. vérifier la nature des sondages d'opinion publique sur le secteur bénévole entrepris par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Méthodologie

Le Centre canadien de philanthropie a réalisé les activités suivantes :

1. une recherche bibliographique des documents publiés, y compris une recherche dans les bases de données de la bibliothèque de l'Université de Toronto (dont le catalogue UTCAT et divers journaux et indices électroniques);
2. une recherche dans le site Web du Centre canadien de philanthropie consacré à la recherche portant sur le secteur bénévole (www.NonprofitsCan.org). Ce site comprend un catalogue des recherches en cours au Canada et une bibliothèque en ligne. Ces deux outils contiennent des extraits de document, des renseignements sur les personnes-ressources et des liens vers les documents de recherche;
3. un examen de la recherche effectuée ou recueillie par le Centre canadien de philanthropie et le programme Imagine;

4. une recherche de renseignements dans Internet au moyen de Copernic 2000, un logiciel de métarecherche, en plus d'une recherche des sites Web du secteur bénévole qui n'ont pas été relevés par Copernic 2000.

Ces activités sont expliquées plus en détail à l'annexe A.

Nous avons mené des entrevues auprès de nombreux organismes bénévoles de premier plan et auprès de ministères fédéraux et provinciaux. Nous avons également tenté d'obtenir un exemplaire de chaque sondage effectué par ces organisations. Au total, nous avons effectué 121 appels à 45 organismes et ministères gouvernementaux. Les résultats de ces appels sont résumés à l'annexe B.

Nous avons effectué ces appels pour deux raisons. D'abord, nous voulions vérifier si ces organismes, ministères et fondations menaient à ce moment un sondage d'opinion publique sur le secteur bénévole, puis nous voulions demander aux personnes interrogées si elles étaient au fait de tout sondage que le Centre devrait consulter.

Sur les 29 organismes, fondations et ministères gouvernementaux interrogés, la plupart ont révélé qu'aucun sondage n'était en cours sur ce sujet. Néanmoins, les répondants n'ont pas hésité à mettre le Centre en communication avec d'autres membres du personnel et d'autres secteurs possédant une meilleure compréhension ou une plus grande connaissance du sujet. Par ailleurs, seize organisations sur un total de 45 n'ont pas répondu au sondage dans le délai imparti.

- 29 organisations sur 45 ont répondu au sondage (18 ministères et 11 organismes et fondations bénévoles);
- 16 organisations sur 45 n'ont pas répondu au sondage dans les délais prévus;
- 3 organisations sur 45 ont indiqué qu'elles prévoyaient mener un sondage d'opinion publique;
- 3 organisations sur 45 nous ont fait parvenir des renseignements sur les sondages d'opinion publique qu'elles mènent actuellement sur le bénévolat.

Plusieurs répondants membres d'organismes et de ministères gouvernementaux ont indiqué que, même si aucun sondage n'était effectué au moment du sondage, ils prévoyaient le faire et disposaient des budgets requis.

Trois répondants ont envoyé des exemplaires des sondages auxquels leur organisation prenait part. Toutefois, une autre organisation a répondu qu'il lui était impossible de faire parvenir au Centre le sondage qu'elle avait commandé en raison des ententes de confidentialité conclues avec la maison de sondage ayant produit le document.

Champ d'application des sondages réalisés

Notre examen n'a permis de révéler qu'un nombre limité de sondages d'opinion publique sur les organismes bénévoles, et la majorité de ces sondages portaient avant tout sur les organismes de bienfaisance plutôt que sur le secteur bénévole dans son ensemble. Au total, huit études ont été relevées. Bien qu'il existe plus de huit rapports sur l'opinion publique, la plupart de ces rapports sont fondés sur ces huit études. Il faut noter que ces études ne faisaient qu'effleurer l'opinion publique sur les organismes bénévoles.

Nos entrevues auprès des représentants des ministères et des organismes bénévoles ne nous ont permis que de trouver une seule autre étude. La majorité des personnes interrogées, même si elles semblaient généralement bien connaître le secteur bénévole, ne savaient pas si des sondages sur ce secteur étaient en cours ou seraient entrepris sous peu. De nombreuses personnes nous ont mis en communication avec des collègues ou des membres d'autres ministères ou organismes qui, selon elles, seraient plus au fait de la tenue de sondages d'opinion publique. Toutefois, cette démarche n'a pas donné de très bons résultats.

Grâce à notre examen, nous avons pu conclure que peu de sondages d'opinion publique avaient été réalisés sur les organismes bénévoles.

La recherche

Bien que nous ayons relevé huit études de recherche sur l'opinion publique à l'égard du secteur bénévole, seulement deux d'entre elles examinaient ce secteur plus en profondeur. Les autres études avaient pour but de sonder l'opinion du public au sujet des organismes de bienfaisance ou des types d'activités de bienfaisance. Les deux études sur l'opinion publique à l'égard des organismes bénévoles sont l'*Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation* (Hall, Knighton, Reed, Bussière, McRae et Bowen, 1998), qui ne comptait que deux questions sur l'opinion publique, et l'étude réalisée par Ekos en 1998 intitulée *Repenser le gouvernement* (Ekos, 1998), qui comptait quatre questions.

Parmi les études sondant l'opinion publique au sujet des *organismes de bienfaisance*, l'étude la plus récente et la plus exhaustive a été réalisée par le Centre canadien de philanthropie en août 2000 pour le compte de la Fondation Muttart. Les résultats de cette étude sont présentés dans le rapport intitulé *Talking About Charities: Canadians' Opinions on Charities and Issues Affecting Charities* (Hall, Greenberg et McKeown, 2000). Nous avons également relevé une étude auprès de groupes de discussion tenue par Angus Reid à la demande du Centre canadien de philanthropie (Angus Reid Group, 1997a). En outre, Angus Reid Group a posé quelques questions sur l'opinion des Canadiens et Canadiennes à l'égard des œuvres de bienfaisance en 1997 (Angus Reid 1997b). Un sondage effectué en 1998 par l'Institute for Social Research de l'Université York pour le compte d'un consortium d'organismes de bienfaisance dans le domaine de la santé et pour le Centre canadien de la philanthropie contient également

quelques questions visant à sonder l'opinion publique à l'égard des organismes de bienfaisance du domaine de la santé. Une étude a également été effectuée en 1993 au Québec par le Centre canadien de philanthropie et le Centre pour l'avancement des associations du Québec. Dans les années 80, un certain nombre de sondages ont été menés dans le cadre du programme Imagine du Centre canadien de philanthropie, mais ils contiennent peu d'information sur l'opinion publique à l'égard des organismes de bienfaisance (Décima, 1987; Décima, 1998; Arlett, Phelps et Thompson, 1988).

Il faut par contre noter qu'il existe d'autres études qui mettent davantage l'accent sur les dons et le bénévolat au Canada et sur l'opinion qu'en a le public (notamment des études menées pour le compte du Centre canadien de philanthropie par Décima en 1987, 1989 et 1991 et l'ENDBP en 1997). Toutefois, ces études ne cadraient pas avec l'examen des sondages dont a besoin la Table conjointe sur la sensibilisation.

La section suivante contient un survol des conclusions des sondages que nous avons recueillis. D'abord, nous présentons les résultats des sondages d'opinion publique sur les organismes bénévoles en général, pour ensuite faire état des résultats des sondages d'opinion publique à l'égard des organismes de bienfaisance. Les résultats des sondages classés par thème figurent au tableau 1, qui se trouve à la fin de la section.

Opinion publique à l'égard des organismes bénévoles

Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation. L'ENDBP comprenait deux questions générales visant à sonder l'opinion publique à l'égard des organismes bénévoles. Une grande majorité des Canadiens et Canadiennes, soit 91 %, sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « en règle générale, les œuvres de bienfaisance et les organismes bénévoles contribuent énormément à l'amélioration des conditions de vie de nos collectivités ». Cependant, 60 % d'entre eux estiment également « qu'il y a tellement d'organismes sollicitant des dons pour une cause ou pour une autre, que parfois, vous n'avez pas envie de donner, peu importe l'organisme ».

Étude réalisée par Ekos intitulée *Repenser le gouvernement* Selon Les associés de recherche Ekos Inc. (Graves, 1997), 81 % des personnes interrogées ne connaissaient pas le terme « secteur communautaire ». Voici d'autres conclusions :

- Soixante pour cent des répondants « croient que le recours accru au secteur bénévole est un moyen positif de faire participer davantage les citoyens ».
- À la question « dans quelle mesure croyez-vous que les organismes bénévoles sont capables d'assumer des responsabilités supplémentaires qui ont toujours relevé du gouvernement », 33 % des répondants ont répondu « dans une grande mesure » et 37 % ont répondu « dans une certaine mesure ».

- Plus de la moitié des répondants, soit 56 %, sont d'avis que « le recours accru au secteur bénévole n'est qu'un moyen pour le gouvernement de se décharger de ses responsabilités traditionnelles ».
- Près de la moitié des répondants, soit 49 %, estiment que le gouvernement devrait envisager d'offrir un soutien financier à ceux et celles qui désirent œuvrer au sein d'organismes sans but lucratif ou du secteur non gouvernemental.

Opinion publique à l'égard des organismes de bienfaisance

Muttart – Étude du CCP sur l'opinion publique. Selon Hall, Greenberg et McKeown (2000), les Canadiens et les Canadiennes sont d'avis que les organismes de bienfaisance jouent un rôle de plus en plus important et leur accordent une grande confiance. Bien que ce ne soit pas la voix de la majorité, une grande partie de la population croit que les organismes de bienfaisance ont des dépenses d'exploitation trop élevés. Par ailleurs, la majorité des Canadiens et Canadiennes estiment que les organismes de bienfaisance devraient informer le public sur leurs procédés de gestion des fonds et sur le travail qu'ils accomplissent.

Voici quelques-unes des principales conclusions de cette étude :

- Les Canadiens et Canadiennes, dans une proportion de 90 %, estiment que les organismes de bienfaisance jouent un rôle de plus en plus important auprès de la population du Canada.
- Soixante-dix-neuf pour cent (79 %) des répondants sont d'avis que les organismes de bienfaisance comprennent mieux les besoins du citoyen moyen que le gouvernement.
- Soixante-neuf pour cent (69 %) des répondants estiment que les organismes de bienfaisance répondent davantage aux besoins des Canadiens et Canadiennes que le gouvernement.
- Quatre-vingt-quatre pour cent (84 %) des répondants croient que les services offerts par les organismes de bienfaisance ne devraient pas remplacer les services qui relèvent du gouvernement.
- Quatre-vingt-huit pour cent (88 %) des répondants jugent que les organismes de bienfaisance devraient se prononcer sur des questions comme l'environnement, la pauvreté ou les soins de santé.
- Cinquante-neuf pour cent (59 %) des répondants croient que les organismes de bienfaisance disposent de fonds insuffisants pour réaliser leur mandat.

- Quarante-sept pour cent (47 %) des répondants croient les organismes de bienfaisance sollicitent des fonds seulement lorsqu'ils en ont réellement besoin.
- Soixante-quatorze pour cent (74 %) des répondants jugent qu'un nombre trop élevé d'organismes de bienfaisance recueillent des fonds pour la même cause.
- Quatre-vingt-quatre pour cent (84 %) des répondants croient que la plupart des organismes de bienfaisance emploient honnêtement les dons qui leur sont faits.
- Cinquante-quatre pour cent (54 %) des répondants jugent que chaque organisme doit avoir des dépenses d'exploitation et que les organismes de bienfaisance tentent généralement de limiter le plus possible ces dépenses.
- Cinquante-huit pour cent (58 %) des répondants croient que la majorité des organismes de bienfaisance limitent le plus possible les dépenses qu'ils consacrent aux activités de collecte de fonds.
- Soixante-cinq pour cent (65 %) des répondants croient que les organismes de charité devraient promouvoir davantage les programmes et services qu'ils offrent; dans un même ordre d'idées, soixante-quinze pour cent des répondants croient que les organismes de bienfaisance devraient mieux faire connaître la manière dont ils utilisent les dons, soixante-seize (76 %) pour cent voudraient en savoir davantage sur les coûts liés aux collectes de fonds, et soixante-quinze pour cent (75 %) aimeraient connaître l'incidence de leur travail sur la population canadienne.
- Plus de 77 % des Canadiens et Canadiennes accordent une certaine confiance ou une grande confiance aux organismes de bienfaisance. À ce chapitre, seuls les intervenants du milieu médical, soit les infirmiers et infirmières ainsi que les médecins, arrivent devant les personnes qui travaillent dans un organisme de bienfaisance.

CCP – Étude d'Angus Reid auprès de groupes de discussion. Hall et Parmegiani (1998) présentent les conclusions d'une série de groupes de discussion menés par Angus Reid Group pour le compte du Centre canadien de philanthropie dans un bulletin de recherche du Centre intitulé *Public Opinion and Accountability in the Charitable Sector*. Les groupes de discussion ont fait ressortir que, même si le public semble n'en savoir que très peu au sujet du secteur caritatif, il le perçoit généralement d'un œil favorable et croit que les organismes de bienfaisance jouent un rôle important dans la société. Les participants avaient de la difficulté à définir le secteur et à le décrire en détail. En outre, il semble que le public ne connaisse pas la vaste gamme de services offerts par le secteur caritatif. En effet, lorsqu'on leur demandait de décrire les activités des organismes de bienfaisance, les participants énuméraient avant tout les services communautaires et sociaux offerts par ces organismes, notamment les biens et services aux personnes dans le besoin, du matériel destiné aux familles défavorisées, des secours

aux sinistrés, des médicaments, de la nourriture, des vêtements, un refuge, ainsi que les visites aux personnes malades et âgées. De nombreux participants ont répondu que les organismes de bienfaisance mènent ou appuient des recherches médicales.

En règle générale, les participants à l'étude ont exprimé de prime abord une opinion favorable aux organismes de bienfaisance et semblaient accorder une grande confiance à ceux avec lesquels ils traitent. Cependant, un courant sous-jacent de mécontentement et de méfiance envers les organismes de bienfaisance était également tangible, plus particulièrement envers les organismes que les participants ne connaissaient pas. Ainsi, les participants ont émis des réserves sur les pratiques de collecte de fonds et ont fait ressortir la nécessité pour les organismes de transmettre plus d'information sur l'usage qui est fait des fonds. Plus précisément, les participants veulent en savoir davantage sur le rendement des organismes de bienfaisance (c'est-à-dire si les fonds sont utilisés à bon escient) et leur efficacité (c'est-à-dire les réalisations attribuables aux fonds).

Sondage de 1997 effectué par Angus Reid. Dans le cadre d'un de ses sondages, Angus Reid a posé quelques questions d'attitude sur la responsabilité sociale des entreprises. Voici quelques-unes des conclusions :

- Quarante et un pour cent (41 %) des répondants sont d'avis que de nos jours il existe trop d'organismes de bienfaisance qui sollicitent des fonds.
- Quatre-vingt pour cent (80 %) des répondants sont d'avis que les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif ne devraient pas remplacer le gouvernement dans son rôle de fournisseur de services à la population.
- Quarante-six pour cent (46 %) des répondants ont entendu parler de tellement de cas de corruption impliquant des organismes de bienfaisance qu'ils hésitent à faire des dons.
- Quarante-cinq pour cent (45 %) des répondants estiment que de nombreux organismes de bienfaisance sont dirigés par des amateurs qui n'ont pas les compétences requises.
- Soixante-dix-sept pour cent (77 %) des répondants sont beaucoup plus enclins à encourager un organisme de bienfaisance de leur communauté qu'un organisme de bienfaisance national ou international.

Sondage de 1987 effectué par Décima. Voici quelques-unes des conclusions d'un sondage effectué dans le cadre du programme Imagine du Centre canadien de philanthropie :

- Quatre-vingt-seize pour cent (96 %) des répondants sont d'avis qu'il est assez important ou très important d'encourager les organismes de bienfaisance.

- Soixante-dix-huit pour cent (78 %) des répondants estiment que les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif ne devraient pas remplacer le gouvernement en ce qui concerne la prestation de services à la population.
- Quatre-vingt-onze pour cent (91 %) des Canadiens et Canadiennes croient que les organismes de bienfaisance apportent une contribution « positive » ou « assez positive » à la communauté.

Étude réalisée au Québec. Dans le cadre d'un sondage effectué en 1993 par le Centre canadien de philanthropie en collaboration avec le Centre pour l'avancement des associations du Québec, quatre-vingt pour cent (80 %) des adultes approuvaient les stratégies de collecte de fonds des organismes de bienfaisance. Par contre, près des deux tiers des adultes (62 %) s'interrogeaient sur les frais d'administration de ces organismes (Le Centre canadien de philanthropie et Le Centre pour l'avancement des associations du Québec, 1993).

Étude coopérative pour le consortium d'organismes de bienfaisance dans le domaine de la santé (1998). Ce sondage avait pour but d'évaluer les dons de charité et d'étudier l'opinion publique à l'égard des organismes de bienfaisance qui travaillent dans le domaine de la santé (Northrup, 1998). Voici quelques-unes des conclusions de ce sondage :

- Quarante-trois pour cent (43 %) des répondants estiment que les organismes de bienfaisance sont trop nombreux au Canada.
- Les répondants devaient évaluer l'importance du travail des organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine de la santé. Ainsi :
 - Quatre-vingt-un pour cent (81 %) des répondants considèrent comme « très important » le rôle des organismes de bienfaisance qui consiste à appuyer et à financer la recherche médicale.
 - Soixante-dix-sept pour cent (77 %) des répondants considèrent comme « très important » le travail des organismes de bienfaisance dans le domaine des soins aux patients.
 - Soixante-sept pour cent (67 %) des répondants considèrent comme « très important » le travail des organismes dans l'éducation des professionnels.
 - Cinquante-six pour cent (56 %) des répondants considèrent « très important » le travail des organismes qui consiste à exercer des pressions auprès du gouvernement.

Tableau 1

Résumé thématique de l'opinion des Canadiens et Canadiennes sur les organismes bénévoles et les organismes de bienfaisance

Connaissance du public du secteur bénévole

CCP – Étude d'Angus Reid Group auprès de groupes de discussion (Hall et Parmegiani, 1998)

Le public ne connaît pas très bien le secteur caritatif, mais croit en général que les organismes de bienfaisance jouent un rôle important dans la société.

Rôle et fonction du secteur bénévole

Sondage de 1987 effectué par Décima (Centre de recherche Décima, 1987)

96 % des Canadiens et Canadiennes considèrent qu'il est « très important » de soutenir les organismes de bienfaisance.

91 % des répondants sont d'avis que les organismes de bienfaisance apportent une contribution « positive » ou « assez positive » à la communauté.

Étude réalisée par Ekos intitulée *Repenser le gouvernement* (Graves, 1997)

68 % des Canadiens et Canadiennes croient que le recours accru au secteur bénévole est un moyen positif d'accroître la participation des citoyens.

CCP – Étude d'Angus Reid Group auprès de groupes de discussion (Hall et Parmegiani, 1998)

En général, selon les participants, les organismes de bienfaisance offrent des services communautaires et sociaux, notamment des biens et services aux personnes dans le besoin, des services de secours en cas de désastre, etc.

Étude coopérative pour le consortium d'organismes de bienfaisance dans le domaine de la santé (Northrup, 1998)

81 % des répondants considèrent comme « très important » le rôle des organismes de bienfaisance qui consiste à appuyer et à financer la recherche médicale.

77 % des répondants considèrent comme « très important » le travail des organismes de bienfaisance dans le domaine des soins aux patients.

67 % des répondants considèrent comme « très important » le travail des organismes pour l'éducation des professionnels.

56 % des répondants considèrent comme « très important » le travail des organismes qui consiste à exercer des pressions auprès du gouvernement.

Tableau 1 (suite)

L'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation (Hall et Febrarro, 1999)

91 % des Canadiens et Canadiennes croient qu'en règle générale, les organismes de bienfaisance et les organismes bénévoles contribuent énormément à l'amélioration de nos communautés.

Muttart – L'étude du CCP sur l'opinion publique (Hall et coll., 2000)

90 % des répondants croient que les organismes de bienfaisance jouent un rôle de plus en plus important auprès de la population du Canada.

69 % des répondants sont d'avis que les organismes de bienfaisance devraient se prononcer sur des questions comme l'environnement, la pauvreté ou les soins de santé.

79 % des répondants estiment que les organismes de bienfaisance répondent mieux aux besoins des Canadiens et Canadiennes que le gouvernement.

Rôle du secteur bénévole et responsabilités du gouvernement

Sondage de 1987 réalisé par Décima (Centre de recherche Décima, 1987)

78 % des répondants sont d'avis que les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif ne devraient pas remplacer le gouvernement dans son rôle de fournisseur de services à la population.

Étude réalisée par Ekos intitulée *Repenser le gouvernement* (Graves, 1997)

56 % des Canadiens et Canadiennes croient que le recours accru au secteur bénévole n'est qu'un moyen pour le gouvernement de se décharger de ses responsabilités traditionnelles.

Muttart – L'étude du CCP sur l'opinion publique (Hall et coll., 2000)

84 % des répondants estiment que les services offerts par les organismes de bienfaisance ne devraient pas remplacer les services qui relèvent du gouvernement.

Opinion publique sur les dons et la gestion des dons

Étude réalisée au Québec (le Centre canadien de philanthropie et le Centre pour l'avancement des associations du Québec, 1993)

80 % des Québécois et Québécoises approuvaient les stratégies de collecte de fonds des organismes de bienfaisance.

62 % des Québécois et Québécoises s'interrogeaient sur les frais d'administration de ces organismes.

Tableau 1 (suite)

Sondage de 1997 effectué par Angus Reid (Angus Reid Group, 1997)

46 % des Canadiens et Canadiennes ont entendu parler de tellement de cas de corruption impliquant des organismes de bienfaisance qu'ils hésitent à faire des dons.

Muttart – L'étude du CCP sur l'opinion publique (Hall et coll., 2000)

84 % des répondants croient que les organismes de bienfaisance font un usage honnête des dons qui leur sont faits.

59 % des répondants estiment que les organismes de bienfaisance tentent généralement de limiter le plus possible les dépenses qu'ils consacrent aux activités de collecte de fonds.

59 % des répondants s'entendent pour dire que les organismes de bienfaisance disposent de fonds insuffisants pour réaliser leur mandat.

Confiance et responsabilisation

CCP – Étude d'Angus Reid Group auprès de groupes de discussion

La population veut avoir la garantie que ses fonds servent à une bonne cause.

Muttart – L'étude du CCP sur l'opinion publique (Hall et coll., 2000)

28 % des Canadiens et Canadiennes accordent une grande confiance aux travailleurs du secteur bénévole contre 68 % pour les infirmiers et infirmières et 56 % pour les médecins.

77 % des Canadiens et Canadiennes font assez ou grandement confiance aux organismes de bienfaisance.

65 % des répondants jugent que les organismes de charité devraient transmettre davantage d'information sur leurs programmes et services.

75 % des répondants croient que les organismes de bienfaisance devraient transmettre davantage d'information sur la manière dont ils affectent les dons.

76 % des répondants voudraient en savoir davantage sur les coûts liés aux collectes de fonds.

75 % des répondants aimeraient être renseignés sur l'incidence du travail des organismes de bienfaisance sur la population canadienne.

Tableau 1 (suite)

Les organismes de bienfaisance sont-ils trop nombreux au Canada?

Sondage de 1997 effectué par Angus Reid (Angus Reid Group, 1997)

41 % des Canadiens et Canadiennes sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle il existe actuellement trop d'organismes de bienfaisance qui sollicitent des fonds.

Étude coopérative pour le consortium d'organismes de bienfaisance dans le domaine de la santé (Northrup, 1998)

43 % des répondants sont d'avis que les organismes de bienfaisance sont trop nombreux au Canada.

L'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation (Hall et Febrarro, 1999)

60 % des Canadiens et Canadiennes estiment qu'il y a tellement d'organismes qui sollicitent des dons pour une cause ou pour une autre que parfois, ils n'ont pas envie de donner, quel que soit l'organisme.

Muttart – L'étude du CCP sur l'opinion publique (Hall et coll., 2000)

74 % des Canadiens et Canadiennes estiment qu'un nombre trop élevé d'organismes de bienfaisance sollicitent des dons pour la même cause.

Références annotées

Les références qui suivent présentent des renseignements sur l'opinion publique à l'égard des organismes bénévoles. La majorité de ces documents s'inspirent des huit études déjà décrites précédemment. Nous avons décidé de résumer leurs conclusions. Certaines études n'ont qu'un rapport indirect avec notre mandat, mais nous les avons incluses au cas où la Table conjointe sur la sensibilisation voudrait en prendre connaissance.

Angus Reid Group, *Public Opinion in Canada Concerning Corporate Respondents and Charitable Organizations*. Ottawa, auteur (Mars 1997).

Cette enquête par sondage aléatoire a été menée du 26 août au 3 septembre 1997 à l'échelle nationale auprès de 1 500 Canadiens et Canadiennes âgés de plus de 18 ans. Soixante-cinq pour cent (65 %) des répondants à cette étude croient fermement qu'il est important de faire des dons aux organismes de bienfaisance parce qu'on ne sait jamais lorsqu'on en aura besoin nous-mêmes. En outre, cinquante-sept pour cent (57 %) des répondants disposant d'un revenu familial de 60 000 \$ sont d'accord sans réserve avec cette affirmation, et quatre-vingts pour cent (80 %) d'entre eux affirment que les organismes de bienfaisance ou les organismes bénévoles ne devraient pas remplacer le gouvernement dans son rôle de fournisseur de services à la population.

Quarante-et-un pour cent (41 %) des répondants à cette étude estiment qu'il y a actuellement trop d'organismes de bienfaisance qui sollicitent des fonds auprès de la population. Cet avis est plus répandu chez les répondants de 55 ans que chez les répondants de 18 à 34 ans.

Angus Reid Group. *Perceptions of Charitable Organizations*, n° 209302. Ottawa, auteur (1997).

L'étude a été menée auprès de six groupes de discussion tenus à Vancouver, Toronto et Saskatoon, à raison de deux groupes dans chaque ville. Chaque groupe comptait en moyenne neuf participants. Dans l'ensemble, les participants voyaient d'un œil favorable le rôle des organismes de bienfaisance, bien qu'un courant sous-jacent de méfiance envers ces organismes était bien tangible parmi les participants.

Les participants ont été facilement influencés par un ou deux reportages sur le secteur bénévole qu'ils ont vus, entendus ou lus dans les médias. D'un autre côté, les participants avaient une opinion favorable des organismes pris séparément, mais pas nécessairement du secteur dans son ensemble. Il est ressorti que les gens préféreraient travailler au sein d'organismes locaux plutôt qu'au sein d'organismes nationaux ou internationaux. Les organismes de bienfaisance sont perçus comme des organismes qui répondent à des besoins qui ne sont pas comblés par le gouvernement et sont considérés comme des fournisseurs primaires de soins de santé.

Les organismes de bienfaisance, s'ils veulent recueillir davantage l'appui de la population, devront améliorer leur image, de manière à être perçus comme des organismes susceptibles de contribuer concrètement au bien-être individuel et collectif. Ils doivent par surcroît rassurer la population sur l'usage qui est fait des dons reçus. Il est devenu évident dès le début des discussions que la plupart des répondants en savaient très peu sur le secteur caritatif et qu'il ne s'agissait pas d'une question prioritaire pour eux.

Angus Reid Group, *The Public's Agenda, Assessment of 1995, the Death of the Middle Class, and Charities/Luxuries*. Ottawa, auteur (Décembre 1995).

Selon un sondage téléphonique réalisé du 6 décembre au 13 décembre 1995 auprès de 1 506 adultes canadiens, 80 % de la population canadienne fait des dons à des organismes de bienfaisance. La répartition de ce pourcentage par province révèle que la population de la région de l'Atlantique est la plus généreuse (92 %), suivie du Manitoba et de la Saskatchewan (89 %), de l'Alberta (87 %), de l'Ontario (84 %), de la C.-B. (80 %) et du Québec (71 %). Les fondations qui financent la recherche médicale comme les recherches sur le cancer et les maladies du cœur sont les œuvres de bienfaisance pour lesquelles la population est la plus encline à faire des dons. Ainsi, 29 % des Canadiens et Canadiennes qui ont fait des dons ont choisi ce type de fondation.

Les obligations morales constituent une des principales raisons de faire des dons selon cinquante-quatre pour cent (54 %) de l'ensemble des répondants. Ce pourcentage atteint soixante-six pour cent (66 %) chez les donateurs fortunés.

Arlett, A., Phelps, B. et Thompson, R. *Canada Gives: Trend attitudes towards charitable giving and voluntarism*. Toronto, Le Centre canadien de philanthropie (1998).

Ce rapport s'inspire d'une étude réalisée par le Centre de recherche Décima en 1987. Ce centre avait effectué une enquête par sondage aléatoire auprès de 1 000 adultes résidant au Canada et de 1 149 autres personnes habitant Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Montréal et Halifax, soit au total 2 149 participants.

Cette enquête a révélé que les Canadiens et Canadiennes voyaient le secteur bénévole d'un œil favorable. En effet, quatre-vingt-seize pour cent (96 %) de la population (94 % au Québec) considérait comme « important » ou « très important » d'accorder un soutien aux organismes de bienfaisance (57 % des répondants du reste du Canada et 46 % des répondants québécois jugeaient ce soutien très important).

Azmier, J. « Canadian Gambling Behaviour and Attitudes: Summary Report », *Gambling in Canada Research Report*, n° 8, Calgary, Canada West Foundation (2000).

Un sondage effectué auprès de 2 202 adultes canadiens en juin 1999 a permis de révéler que 72 % des Canadiens et Canadiennes avaient participé à un jeu de hasard sous une forme ou une autre au cours des douze mois précédents. Par contre, 57 % des Canadiens et Canadiennes ne jouent pas ou ne recherchent pas les occasions de jouer, ce qui a amené les chercheurs à conclure que le jeu est pratiqué par une grande partie de la population, qui, parallèlement, le réprouve. Lorsqu'on leur a demandé qui devrait bénéficier des recettes tirées du jeu, 43 % des participants au sondage ont répondu que ce devrait être les organismes de bienfaisance. Toutefois, les avis étaient partagés quant à la meilleure façon de financer les organismes de bienfaisance : 19 % ont répondu que les recettes du jeu représentaient le meilleur moyen, 21 % estimaient que ce devrait être les dons personnels et 20 %, les dons par les entreprises. Seulement 14 % ont répondu les subventions gouvernementales.

Service correctionnel Canada – Environics Research Group. *Public Attitudes Toward Correctional Issues In Kingston Ontario*, rapport sur la recherche effectuée à partir de sondages et de groupes de discussion. Rapport final PN4661. Toronto, auteur (octobre 2000).

Ce projet de recherche comprenait un sondage d'opinion publique effectué auprès de 600 résidents de la région de Kingston du 24 au 30 juillet 2000, et la tenue de six groupes de discussion du 22 au 24 août 2000.

Les questions 16 a), 16 b), 17 a) et 17 b) nous semblaient pertinentes pour les besoins de notre examen. Les deux premières questions visaient à sonder l'opinion publique sur le rôle du soutien communautaire bénévole offert par les maisons de transition, les programmes et l'encadrement. L'autre question demandait aux répondants s'ils étaient disposés à participer à des programmes destinés aux détenus et leur demandait à quelles activités ils participeraient.

Les avis étaient partagés quant au rôle que doit jouer la communauté dans la réinsertion sociale des détenus. Les répondants qui s'opposent à ce que la communauté joue ce rôle ont exposé un certain nombre de raisons pour justifier leur opinion. Certains ont répondu que la ville de Kingston avait fait sa part dans ce domaine vu le nombre d'établissements de correction que compte la ville, qu'ils paient déjà suffisamment d'impôts pour financer le service correctionnel, et d'autres ont évoqué les taux élevés de récidive pour affirmer que la ville y perdrait temps et argent. Finalement, selon certains répondants, le meilleur moyen d'aider les détenus consiste à traiter tout le monde sur un pied d'égalité.

La majorité des répondants s'entendaient pour dire que la communauté doit jouer un rôle dans la réinsertion sociale des détenus, mais certains d'entre eux étaient incapables de dire de quelle manière il faut procéder. Les répondants qui ne souhaitaient pas voir leur ville s'impliquer dans le secteur correctionnel ont évoqué diverses raisons, la principale étant la crainte de devoir interagir avec les détenus. D'autres répondants ont indiqué ne pas avoir de temps à consacrer à

ce genre d'initiative, tandis qu'un certain pourcentage des répondants disaient préférer donner de leur temps à d'autres causes plus importantes à leurs yeux ou jugeaient ne pas avoir les compétences requises dans ce domaine.

Centre de recherches Décima Ltée. *Report to Imagine*. Toronto, auteur (1991).

Un sondage téléphonique a été réalisé auprès d'un échantillon aléatoire composé de 1 000 adultes canadiens du 31 août au 15 septembre 1991. Il en est ressorti que les trois quarts de la population canadienne, soit 74 %, étaient convaincus de la nécessité de s'impliquer dans la communauté pour en faire un endroit où il fait bon vivre. Pourtant, seulement 55 % des répondants étaient d'avis que l'une des manières importantes de démontrer leur compassion et leur sensibilisation consistait à faire des dons à des organismes de bienfaisance, ce qui témoigne de la réticence à l'idée de faire des dons à ces organismes.

Selon cette étude, la population canadienne dans son ensemble est plutôt réticente à l'idée de faire davantage de dons, mais l'analyse révèle que deux segments de la population en particulier sont plus susceptibles de faire des dons de temps et d'argent. Ces deux segments regroupent 45 % de la population et se divisent ainsi : 1) les personnes qui ont « le cœur à la bonne place », qui représentent 22 % de la population et proviennent de toutes les catégories de revenus et de niveaux d'instruction, bien que leurs revenus se situent légèrement au-dessus de la moyenne, et 2) les « donateurs généreux », qui représentent 23 % de la population, dont les revenus familiaux sont supérieurs à la moyenne et qui occupent généralement des postes de professionnels ou de cadres et sont habituellement plus instruits que la moyenne de la population.

Centre de recherches Décima Ltée. *Imagine Survey*. Sondage d'opinion national, n° 3980-03. Toronto, auteur (septembre 1989).

Mille adultes ont participé à cette étude entre le 11 et le 20 septembre 1989. Elle a révélé que les dons aux organismes de bienfaisance ne sont pas une priorité pour la plupart des gens. En effet, seulement 12 % des répondants ont affirmé qu'ils feraient des dons à un organisme de bienfaisance s'ils gagnaient à la loterie. Par ailleurs, selon cette étude, il semble que la population plus âgée est plus généreuse que la population moins âgée (18 % chez les 50-59 ans, 25 % chez les 60 ans et plus, par rapport à 7 % chez les 30 à 39 ans et à 6 % chez les 40 à 49 ans). Les Canadiens et Canadiennes », dans une proportion de 75 %, n'étaient pas d'accord avec l'affirmation « Je ne vois pas l'utilité de faire du bénévolat (...), car une personne ne peut pas faire grand-chose. Ce pourcentage était moins élevé au Québec et dans la région de l'Atlantique. Enfin, le public est divisé à propos de la possibilité d'un regain d'intérêt à l'égard du secteur bénévole. En effet, seulement 14 % des Canadiens et Canadiennes jugeaient très probable que l'on assiste à un accroissement de l'altruisme dans les années 90.

Les associés de recherche Ekos Inc. *Rethinking Citizen Engagement*,
présentation aux séminaires du BCP et du CCG, Ottawa, auteur (le 17 avril 1998).

Les conclusions examinées dans le cadre de notre examen découlent de 2 042 entrevues téléphoniques réalisées auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de Canadiens et Canadiennes âgés de 18 ans et plus, et de 13 groupes de discussion tenus du 12 au 23 mars 1998.

Ce sondage était subdivisé en trois catégories, soit Pouvoir, influence et culture civique, Points de vue sur la participation et Modèles et tests de comportement. Les questions portaient sur divers aspects de la politique publique et de la société civile. Selon cette étude, les deux tiers de la population canadienne, soit 68 %, croient que les organismes bénévoles du secteur communautaire jouent un rôle plus ou moins important. Selon quelques répondants, ces organismes sont des groupes d'intérêts qui poursuivent d'autres objectifs que l'amélioration de la politique publique.

Graves, F. et Reed, P. « Canadian Attitudes and their public institutions »,
Optimum : la revue de gestion du secteur public, n° 28 (4:1-8) (1990).

Cet article s'inspire d'une étude réalisée en 1998 par Les associés de recherche Ekos Inc. intitulée *Repenser le gouvernement*. Cet article porte sur l'opinion publique actuelle à l'égard du gouvernement et d'autres institutions gouvernementales et publiques comme les établissements d'enseignement, les organismes sans but lucratif et les organismes bénévoles, les fonctionnaires, les médias et les organismes religieux. Les grandes entreprises étaient également comprises dans plusieurs questions aux fins de comparaison. Dans le cadre de cette étude, les répondants devaient indiquer dans quelle mesure ils font confiance aux institutions publiques désignées et les évaluer par rapport à leur incidence sur la qualité de vie, à l'efficacité avec laquelle elles agissent dans l'intérêt du public, à leur rendement, aux rôles auxquels elles devraient se confiner et à l'importance des institutions publiques dans l'établissement de l'identité canadienne.

L'étude a permis de déceler un sentiment d'appartenance étonnamment fort envers les institutions publiques chez la majorité des répondants, qui accepteraient qu'une plus grande part des recettes fiscales soient consacrées aux institutions publiques dans des circonstances particulières. Toutefois, les avis sont partagés quant aux services offerts par rapport aux coûts (40 % des répondants jugent qu'ils reçoivent de bons services, comparativement à 40 % qui croient le contraire et à 20 % qui sont indécis).

Les conclusions révèlent que les Canadiens et Canadiennes sont insatisfaits des normes d'éthique appliquées par le gouvernement et estiment que les gouvernements et les fonctionnaires ne se préoccupent pas suffisamment de l'intérêt du public.

Soixante-six pour cent (66 %) du grand public accorde une grande confiance aux organismes sans but lucratif et aux organismes bénévoles. Cette proportion est de seulement 48 % chez les décideurs. En outre, les répondants ont répondu à 77 % que ces organismes répondaient aux besoins du public de manière efficace. Enfin, 90 % de la population canadienne estime que les

organismes sans but lucratif et les organismes bénévoles ont amélioré ou maintenu leur niveau d'efficacité.

Au nombre des principaux rôles que jouent les organismes sans but lucratif, mentionnons :

- la contribution à l'édification d'un pays qui suscite la fierté chez ses citoyens;
- la promotion de la tolérance et de la compréhension;
- la protection de l'environnement.

Graves, F. *Options for the Third Sector: Civic Virtue or Discount Government?* Discours prononcé à l'occasion du forum des chefs canadiens sur le secteur communautaire qui a eu lieu à Banff, en Alberta. Ottawa, Les associés de recherche Ekos Inc., Ottawa (le 24 avril 1997).

Le chapitre deux de ce rapport, intitulé *Awareness of Third Sector*, révèle que 81 % des répondants ne connaissaient pas le terme « secteur communautaire », tandis que seulement 12 % d'entre eux le connaissaient vaguement et 7 % en connaissaient la signification. Les répondants du Québec, les diplômés d'université et les répondants gagnant un revenu supérieur à la moyenne étaient plus nombreux que les autres à connaître ce terme.

Le chapitre six de ce rapport, intitulé *Perceived Impacts*, présente des statistiques pertinentes relatives à l'opinion publique sur le bénévolat. Ainsi, 68 % des répondants jugeaient que le recours accru au secteur communautaire est un bon moyen de susciter la participation des citoyens, tandis que 56 % des répondants croyaient que le recours accru au secteur bénévole n'est qu'un moyen pour le gouvernement de se décharger de ses responsabilités traditionnelles. L'opinion publique variait énormément au sujet du recours au secteur communautaire pour les travaux obligatoires et les camps de type militaire pour les jeunes délinquants. Les répondants qui approuvaient ce type de bénévolat obligatoire croyaient qu'il s'agit d'un bon moyen de transmettre des valeurs prônant l'ardeur au travail et l'autonomie. D'autres jugeaient plutôt que ce type d'activités allaient à l'encontre du principe même du bénévolat.

Hall, M., Greenberg, L. et McKeown, L. *Talking About Charities. Canadians' Opinions on Charities and Issues Affecting Charities*, rédigé pour la Fondation Muttart, Toronto, Centre canadien de philanthropie (2000).

Ce rapport s'appuie sur un sondage téléphonique effectué auprès de 3 863 Canadiens et Canadiennes âgés de 18 ans et plus, qui a permis de conclure qu'en général, la population canadienne a une opinion positive sur les organismes de bienfaisance. Quatre-vingt-dix pour cent (90 %) des répondants estimaient que les organismes de bienfaisance jouent un rôle de plus en plus important, 79 % d'entre eux croient que les organismes de bienfaisance comprennent mieux les besoins du citoyen moyen que le gouvernement, et 69 % des répondants ont indiqué que les organismes de bienfaisance répondent mieux aux besoins des Canadiens et Canadiennes que le gouvernement. En outre, 88 % des répondants jugent que les organismes de bienfaisance

devraient se prononcer sur des sujets comme l'environnement, la pauvreté et la santé. Par contre, la moitié de ces répondants croyaient que les organismes de bienfaisance devraient limiter le temps et les fonds consacrés aux activités de défense des droits.

Par ailleurs, 59 % des répondants considéraient que les organismes de bienfaisance ne disposent pas de fonds suffisants pour réaliser leur mandat, et 90 % d'entre eux jugent que les organismes de bienfaisance devraient grandement intensifier leurs activités de collecte de fonds. Plus du trois quarts des répondants, soit 77 %, ont révélé accorder une certaine confiance ou une confiance élevée aux organismes de bienfaisance, tandis que 85 % d'entre eux sont d'avis que les organismes de bienfaisance gèrent de façon honnête les dons qui leur sont faits.

Seuls les infirmiers et infirmières et les médecins inspirent une plus grande confiance que les travailleurs du secteur bénévole, mais l'écart est grand – 68 % des répondants accordent une grande confiance aux infirmiers et infirmières, par comparaison à 56 % chez les médecins et à seulement 28 % chez les travailleurs du secteur bénévole.

En règle générale, 65 % des Canadiens et Canadiennes estiment que les organismes de bienfaisance devraient faire connaître davantage leurs programmes et leurs activités, tandis que 75 % des répondants voudraient en savoir davantage sur la façon dont ils emploient les dons, 76 % sur les coûts des activités de collecte de fonds et 75 % sur l'incidence des activités de ces organismes.

Hall, M et Febrarro, A. « The Public's Concerns About Fundraising and the Use of Donated Dollars », *Research Bulletin*, n° 6 (3), Toronto, Centre canadien de philanthropie (1999).

Ce bulletin est fondé sur l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation (ENDBP) réalisée en 1997. Plus de 18 000 Canadiens et Canadiennes ont été interrogés dans le cadre de cette enquête, qui a permis de découvrir que bien que 91 % d'entre eux croient que les organismes de bienfaisance et les organismes bénévoles jouent un rôle important dans nos communautés et contribuent à y améliorer la qualité de vie, la majorité, soit 61 % des donateurs et 58 % des non-donateurs, conviennent qu'il existe trop d'organismes de bienfaisance.

Les donateurs ont émis des réserves à propos des activités financières des organismes de bienfaisance. Par exemple, 40 % des donateurs n'aiment pas la manière dont ces organismes sollicitent des dons et croient que les fonds ne seront pas utilisés efficacement. Dans un même ordre d'idées, 40 % des donateurs croient que ces organismes consacrent trop d'argent à l'administration ou aux collectes de fonds. Cet avis est partagé par 43 % des donateurs les plus généreux (don moyen de 206 \$ ou plus).

Ces réserves à propos des méthodes de collecte de fonds se traduisent généralement par une diminution des dons. Ainsi, les donateurs qui estiment qu'il y a tellement d'organismes sollicitant des dons pour une cause ou pour une autre, qu'ils n'ont parfois plus envie de donner, peu importe l'organisme, font des dons annuels d'environ 195 \$. Chez les répondants qui ne sont pas de cet avis, les dons annuels sont d'environ 315 \$.

Hall, M. et Parmegiani, M. « Public Opinion and Accountability in the Charitable Sector », *Research Bulletin*, n° 5 (2), Toronto, Centre canadien de philanthropie (été 1998).

Ce bulletin est fondé sur une étude réalisée en février et en juin 1997 par Angus Reid pour le programme Imagine. Cette étude a permis de découvrir que la population connaît très peu le secteur caritatif, mais voit tout de même les organismes de bienfaisance d'un œil favorable. Les campagnes de collecte de fonds représentent la principale source d'information du public au sujet de ce secteur. Si la sollicitation est la forme de communication qui prévaut entre ces organismes et le public, il n'est pas surprenant que les préoccupations de la population portent principalement sur la façon dont les fonds sont utilisés. Par surcroît, lorsque les médias font des reportages sur les organismes de bienfaisance, c'est souvent pour rapporter des cas de mauvaise utilisation ou de mauvaise gestion des fonds.

Le Centre canadien de philanthropie et Le Centre pour l'avancement des associations du Québec. *Perceptions et comportements de la population québécoise face au don, Sondage du Forum québécois de la philanthropie, 1993*, Montréal, Le Groupe Léger & Léger, Institut de sondage (1993).

Les répondants à ce sondage étaient pour la plupart francophones (84,6 %) et provenaient de toutes les régions du Québec. Les points saillants de ce sondage réalisé en 1993 par le Forum québécois de la philanthropie révèlent que 62 % des répondants se préoccupent beaucoup ou se préoccupent des frais d'administration des organismes de bienfaisance, tandis que 37 % des répondants ont affirmé être peu préoccupés ou ne pas être préoccupés par les frais d'administration. En outre, plus de 80 % des répondants ont indiqué qu'ils étaient soit satisfaits, soit très satisfaits des stratégies de sollicitation adoptées par les organismes de bienfaisance. Les répondants faisaient davantage confiance aux organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine de la santé et de l'assistance sociale, alors que les organismes sans but lucratif internationaux, environnementaux et culturels sont ceux auxquels les répondants faisaient le moins confiance.

Selon les répondants, les techniques de sollicitation les plus efficaces sont (de la plus efficace à la moins efficace) les téléthons, le porte-à-porte, les lettres personnelles, la publicité directe, la publicité, le téléphone et les campagnes de collecte de fonds en milieu de travail.

Northrup, D. *Health Charity Consortium Survey*, Toronto, Institute for Social Research, Université York (1998).

Cette étude, réalisée en 1998 auprès de 1 525 Canadiens et Canadiennes à la demande d'un consortium d'organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine de la santé, a permis de conclure que 43 % des répondants croient que les organismes de bienfaisance sont trop nombreux.

Banque Royale – Angus Reid Group. *Building Bridges. New perspectives on the Nexus Generation*, Toronto, Banque Royale (juin 1997).

Cette étude a été réalisée par *Angus Reid Group* pour le compte de la Banque Royale. Pour les besoins de l'étude, 1 500 adultes canadiens, dont 598 étaient âgés entre 18 et 35 ans, ont été interrogés du 20 au 25 avril 1997. La génération dite nexus compte 7,7 millions de Canadiens et Canadiennes (26 % de l'ensemble de la population) qui sont nés entre le début des années 60 et la fin des années 70 (âgés de 18 et 35 ans). Les membres de cette génération répondent dans une proportion de 64 % qu'ils feront du bénévolat (26 % de tous les bénévoles en Ontario sont âgés de 22 à 30 ans).

Wilson, M. et Hegarty, N. *Public Perceptions of Nonprofit Organizations in Michigan*, Briefing Paper No. 97-28, Michigan, Michigan State University (1997).

Il s'agit d'un sondage téléphonique réalisé du 18 février au 7 avril 1997 auprès de 975 adultes résidant dans l'État du Michigan. Les points saillants de ce sondage ont révélé que 59 % des personnes interrogées définissaient les organismes sans but lucratif comme des organisations n'étant pas autorisées à faire des profits, tandis que la moitié des répondants associaient les organismes de bienfaisance aux concepts de don et d'assistance aux personnes dans le besoin. Quatre-vingt-trois pour cent (83 %) des répondants jugeaient que les organismes sans but lucratif offraient des services de manière plus efficace qu'ils ne le faisaient cinq ans auparavant. Trois quarts des répondants (75 %) ont répondu que les organismes sans but lucratif étaient honnêtes et utilisaient les fonds d'une manière conforme à l'éthique. Enfin, 84 % des répondants croyaient que les organismes de bienfaisance établis au Michigan étaient plus efficaces que les organismes nationaux.

Références

Angus Reid Group. *The Public's Agenda, Assessment of 1995, the Death of the Middle Class, and Charities/Luxuries*, Ottawa, auteur (décembre 1995).

Angus Reid Group. *Public Opinion in Canada Concerning Corporate Respondents and Charitable Organizations*, Ottawa, auteur (mars 1997).

Angus Reid Group. *Perceptions of Charitable Organizations*, n° 209302, Ottawa, auteur (1997).

Arlett, A., Phelps, B. et Thompson, R. *Canada Gives: Trend Attitudes Towards Charitable Giving and Voluntarism*, Toronto, Centre canadien de philanthropie (1998).

Azmier, J. « Canadian Gambling Behaviour and Attitudes: Summary Report », *Gambling in Canada Research Report*, n° 8, Calgary, Canada West Foundation (2000).

Service correctionnel du Canada – Environics Research Group. *Public Attitudes Toward Correctional Issues In Kingston Ontario*, rapport sur la recherche effectuée à partir de sondages et de groupes de discussion, rapport final PN4661, Toronto, auteur (octobre 2000).

Council of Provincial Federations and Organizations. *Summary of Research Findings. Attitudes and Perceptions about Community Social Services in B.C.* Vancouver, Pollara (mars 2000).

Centre de recherche Décima Ltée, *Report to Imagine*, Toronto, auteur (1991).

Centre de recherche Décima Ltée, *Imagine Survey*, sondage d'opinion national, n° 3980-03, Toronto, auteur (septembre 1989).

Centre de recherche Décima Ltée, *Nation Wide Survey of Attitudes Toward Philanthropy*, Toronto, auteur (octobre 1987).

Ekos Research Associates, *Rethinking Citizen Engagement*, présentation aux séminaires du BCP et du CCG, Ottawa, auteur (le 17 avril 1998).

Graves, F. et P. Reed. « Canadian Attitudes and their Public Institutions », *Optimum : la revue de gestion du secteur public*, vol. 28, n° 4, p. 1-8 (1999).

Graves, F. *Options for the Third Sector: Civic Virtue or Discount Government?* Discours prononcé à l'occasion du forum des chefs canadiens sur le secteur communautaire qui a eu lieu à Banff, en Alberta. Ottawa, Les associés de recherche Ekos Inc. (le 24 avril 1997).

Hall, M., Z. Greenberg et McKeown. *Talking About Charities. Canadians' Opinions on Charities and Issues Affecting Charities*. Rédigé pour la Fondation Muttart. Toronto, Centre canadien de philanthropie (2000).

Hall, M., L. Greenberg et L. McKeown. *Public Attitudes Toward Charities and their Activities: Final Report*, Toronto, Centre canadien de la philanthropie (2000).

Hall, M. et Febrarro, A. « The Public's Concerns About Fundraising and the Use of Donated Dollars », *Research Bulletin*, vol. 6, n° 3, Toronto, Centre canadien de philanthropie (1999).

Hall, M.H., T. Knighton, P. Reed, P. Bussière, D. McRae et P. Bowen. *Canadiens dévoués, Canadiens engagés : points saillants de l'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation*, Ottawa, Statistique Canada (1998).

Hall, M. et M. Parmegiani. « Public Opinion and Accountability in the Charitable Sector », *Research Bulletin*, vol. 5, n° 2, Toronto, Centre canadien de philanthropie (été 1998).

Le Centre canadien de philanthropie et le Centre pour l'avancement des associations du Québec. *Perceptions et comportements de la population québécoise face au don, Sondage du Forum québécois de la philanthropie 1993*, Montréal, Le Groupe Léger & Léger, Institut de sondage.

Northrup, D. *Health Charity Consortium Survey*, Toronto, Institute for Social Research, Université York (2000).

Banque Royale – Angus Reid Group. *Building Bridges. New Perspectives on the Nexus Generation*, Toronto, Banque Royale (juin 1997).

Wilson, M. et N. Hegarty. *Public Perceptions of Nonprofit Organizations in Michigan, Briefing Paper No. 97-28*, Michigan, Michigan State University (1997).

Annexe A

Sommaire des recherches Internet et des recherches bibliographiques effectuées dans le cadre de l'examen du Rapport sur le sondage d'opinion publique

Recherches Internet

1. Site de Nonprofitscan :

- www.nonprofitscan.org Catalogue de la recherche en cours
- www.nonprofitscan.org Bibliothèque en ligne

2. Copernic 2000

- Site permettant d'effectuer des méta-recherches sur les recherches publiées et les recherches en cours

3. Sites sélectionnés relatifs au secteur bénévole

- [Http://www.nlc-bnc.ca](http://www.nlc-bnc.ca) Bibliothèque nationale du Canada
- <http://www.nvo-onb.ca> Coalition des organisations nationales volontaires
- <http://www.charityvillage.com> Charity Village
- <http://www.nsfre.org> National Society of Fund Raising Executives
- <http://www.fraserinstitute.ca> The Fraser Institute
- www.caledoninst.org The Caledon Institute
- <http://www.cwf.ca> Canada West Foundation
- <http://www.hrdc-drhc.gc.ca/arb/accueil.shtml> Développement des ressources humaines Canada – La recherche appliquée
- <http://www.nsi-ins.ca> L'Institut Nord-Sud
- <http://www.cprn.com> Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques
- <http://www.ccsd.ca> Conseil canadien de développement social
- <http://www.canadiansocialresearch.net/sitesoc.htm> Sites de recherche sociale au Canada

- <http://www.policyalternatives.ca> Centre canadien de politiques alternatives
 - <http://www.volnet.org/french> Volnet
4. Maisons de sondage
- <http://erg.environics.net/> Environics Research Group
 - <http://www.ekos.com/> Les Associés de recherche Ekos Inc.

Recherches bibliographiques

1. Site des bibliothèques de l'Université de Toronto <http://www.library.utoronto.ca>
 - Catalogue UTCAT
 - Indices électroniques :
Social Science Abstracts
Social Services Abstracts
Sociological Abstracts
 - Journaux électroniques :
Nonprofit World
Public Opinion Quarterly
Public Administration Review
Social Indicators Research

Annexe B

Tableau 2. Ministères et organismes gouvernementaux

Organisme gouvernemental	Personnes-ressources	Réponse	Appels effectués
Fédéral			
Agriculture et agroalimentaire Canada	Carol Evoy, agente de coordination des politiques, Secrétariat aux coopératives	N'est au courant d'aucune recherche en cours.	3
Patrimoine canadien	Don McRae, agent principal de politiques Martin Lagacé, analyste des politiques	Aucun sondage en cours; il faut s'informer auprès de groupes de sondage comme Environics.	2
Division des organismes de charité de l'ADRC	Carl Juneau, directeur, Politiques et communications	Aucun sondage n'est en cours, mais les fonds ont été alloués en vue de la tenue d'un sondage dans un avenir rapproché.	4
Service correctionnel du Canada	Chris Stafford, coordonnateur du programme de sensibilisation du public	Oui, M. Stafford a fait parvenir l'information sur le projet de recherche, qui en est à l'élaboration d'un sondage d'opinion publique.	3
Ministère de la Justice du Canada	Mireille Provost, analyste des programmes	Aucune recherche en cours.	3
Environnement Canada	Aucune réponse.	Aucune réponse.	2

Tableau 2. Ministères et organismes gouvernementaux (suite)

Organisme gouvernemental	Personnes-ressources	Réponse	Appels effectués
Ministère des Finances	Konstantinos Georgaras, Agent de la législation de l'impôt	Aucun sondage en cours.	3
Pêches et Océans Canada	Danielle Pereault, Volet des programmes des Sciences de la terre	Aucun sondage en cours.	3
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	Jean Bélanger, directeur général des opérations et de la politique des ressources humaines	Aucun sondage en cours.	2
Santé Canada	Timna Gorber, analyste des politiques, Direction de la politique stratégique, Direction générale de la santé de la population et de la santé publique	Aucun sondage en cours, mais M ^{me} Gorber a mentionné le travail effectué par Ekos.	2
Développement des ressources humaines Canada	Cheryl Spencer, agente de projet, ISB	M. Spencer tente d'obtenir l'information sur le sondage; aucune réponse n'a été obtenue dans les délais.	3
Industrie Canada	Bernard Chabot	Aucune réponse n'a été obtenue dans les délais.	3
Solliciteur général	Richard Sanell, Agent de programme, Programme de partenariat avec la Division de l'excellence	Aucun sondage en cours.	3
Statistique Canada	Paul Reed, Spécialiste supérieur des sciences sociales	Oui, M. Reed a fait parvenir de l'information – il travaille actuellement sur la conception du projet .	2

Tableau 2. Ministères et organismes gouvernementaux (suite)

Organisme gouvernemental	Personnes-ressources	Réponse	Appels effectués
Condition féminine Canada	Nancy-Jean Waugh, directrice, Communications et consultations	Aucun sondage en cours.	2
Bibliothèque du Parlement	Denis Charette, technicien	Aucun sondage en cours.	4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	David Metzak, directeur, Financement de l'habitation et abordabilité, Division de la recherche	Étude réalisée en juin 2000 par Manifest Communications, qui nous sera envoyée le 28 février.	3
	Jamey Burr, Dir., établissement de partenariats	Aucune réponse.	1
Bureau d'information du Canada	Jean-Pierre Lamarche, directeur adjoint, Direction de la recherche sur l'opinion publique/des services conseils à la clientèle	Aucun sondage en cours.	2
Alberta			
The Wild Rose Foundation	Pat Blakeney Gestionnaires, services bénévoles	Aucun sondage en cours.	3
Cooperatives & Voluntary Sector Initiative	Gilda Good, Principal Pathways Consulting (en sous-traitance)	Aucun sondage en cours.	3

Tableau 2. Ministères et organismes gouvernementaux (suite)

Organisme gouvernemental	Personnes-ressources	Réponse	Appels effectués
Manitoba			
Campagne de charité des fonctionnaires du Manitoba	Kelly Stevens, associé	Aucun sondage en cours.	2
Consommation et corporations, Office de protection du consommateur	Terry Bossup et Irene deGraff, associés	Aucun sondage en cours.	2
Culture, Patrimoine et Citoyenneté	Jim Evanchuk, Direction générale de la condition physique	Aucune réponse.	4
Ontario			
Ministère du Tourisme, de la Culture et des Loisirs	Michael Kilpatrick, conseiller principal des politiques	Aucun sondage en cours.	2
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario	Denise Edwards, spécialiste de la gestion du secteur bénévole	Aucun sondage en cours, mais M ^{me} Edwards nous a mis en communication avec la division de la planification rurale, de l'innovation et de la gestion du risque de l'Université de Guelph.	3
Québec			
Université du Québec à Montréal	Danielle Dagenais-Pérusse, directrice des plans de dons importants		2
Nombre total d'appels effectués :			71

Tableau 3. Organismes et fondations bénévoles

Organismes et fondations bénévoles	Personnes-ressources	Réponse	Appels effectués
Institute of Research & Public Policy	Keith Banting, directeur, école d'études politiques	Aucune réponse dans le délai alloué.	3
L'Institut Vanier de la famille	Bob Glossop, directeur exécutif des programmes	Aucun sondage en cours.	3
The Caledon Institute	Sherri Torjman, vice-présidente	Aucun sondage en cours.	2
Institut C.D. Howe	Finn Poschmann, analyste de politique principal	Aucun sondage en cours.	2
Canadian Centre of Policy Alternatives	Ed Finn, rédacteur en chef	Aucune réponse dans le délai alloué.	2
Canadian Policy Research Networks	Gisele Lacelle, Publications et services de conférence	Aucun sondage en cours.	2
Coalition of National Voluntary Organizations	Dianne Bascombe, Directrice, questions relatives à l'enfance	Aucune réponse dans le délai alloué.	3
The Kahanoff Foundation	Shira Herzog, vice-présidente	Aucun sondage en cours.	3

Tableau 3. Organismes et fondations bénévoles (suite)

Organismes et fondations bénévoles	Personnes-ressources	Réponse	Appels effectué
The Laidlaw Foundation	Nathan Gilbert, directeur exécutif	Aucun sondage en cours.	2
Fondation Muttart	Bob Wyatt, directeur exécutif	Aucun sondage en cours.	3
La Fondation de la famille J.W. McConnell	Joyce Mulner, assistante Tim Brodhead, président- directeur général	Aucun sondage en cours.	2
La Fondation Trillium	B.J. Richmond, analyste de la recherche	Aucun sondage en cours.	2
Fondations communautaires du Canada	Elizabeth Orton, gestionnaire des services aux membres	Aucun sondage en cours.	2
Centraide/United Way	Lynn Lovell, conseillère en politique	Aucun sondage en cours.	2
L'Armé du Salut	Margery Simmons, Major	Aucun sondage en cours.	3
Fondation des maladies du cœur du Canada	Sharon Edwards, directrice exécutive	Aucune réponse dans le délai alloué.	2

Tableau 3. Organismes et fondations bénévoles (suite)

Organismes et fondations bénévoles	Personnes-ressources	Réponse	Appels effectués
Société canadienne du cancer	Rebecca Finlay, Communications et marketing	Aucune réponse dans le délai alloué.	3
Association canadienne du diabète	Chris Myer, gestionnaire, Communications internes	Aucune réponse dans le délai alloué.	2
Réseau canadien de l'environnement	Aucune réponse.		4
Greenpeace	Peter Tavens, directeur exécutif	Aucune réponse dans le délai alloué.	4

Annexe C

Sondage d'opinion publique

Date	Heure	Message
Emplacement/Division :		
Personne-ressource :		
Poste :	Ministère :	
Téléphone :	Courrier électronique :	

Bonjour, j'appelle du Centre canadien de philanthropie au nom de la Table conjointe sur la sensibilisation (*mise sur pied par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'Initiative du secteur bénévole, qui a pour objet d'élaborer de nouvelles méthodes stratégiques en vue d'améliorer la qualité de vie des Canadiens et Canadiennes*). Le Centre procède actuellement à une étude visant à connaître l'opinion du public sur les organismes de bienfaisance et les organismes bénévoles au nom de la Table conjointe sur la sensibilisation, qui tente de définir le rôle et l'importance du secteur bénévole afin d'y affecter les ressources nécessaires.

J'aimerais parler avec quelqu'un (au sein de votre ministère ou de votre organisme) qui connaît bien le secteur bénévole. L'entretien durera environ 15 minutes.

J'aimerais savoir, avant de commencer le sondage, si vous désirez que votre nom figure dans la liste des participants au sondage que contiendra notre rapport final? O / N

Nous communiquerons avec diverses sources comme des porte-parole de ministères et d'organismes gouvernementaux fédéraux et provinciaux et d'organismes et de fondations bénévoles. Ces renseignements seront utilisés de deux façons : 1) pour informer les divers destinataires (les chefs de file communautaires, les dirigeants d'entreprise, les médias, le gouvernement, les jeunes, les Canadiens et Canadiennes et les intervenants du secteur bénévole) sur le rôle que peut jouer le secteur bénévole dans l'édification et le maintien d'une société saine offrant une grande qualité de vie, et 2) pour favoriser la participation communautaire.

